

10 juillet 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur l'avenir du Traité de Lisbonne après le vote négatif des Irlandais et sur les priorités de la présidence française de l'Union européenne, à Strasbourg le 10 juillet 2008.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

C'est un grand honneur pour moi de pouvoir m'exprimer devant votre Assemblée à un moment critique pour l'Europe. J'ai bien le sentiment que nous portons tous une lourde responsabilité. En tant que Président du Conseil en exercice, bien sûr, ma responsabilité est grande mais la responsabilité de tous les Européens convaincus est la même. Comment sortir l'Europe de la crise où elle se trouve ? Comment éviter l'immobilisme ? Comment surmonter nos désaccords pour les mettre au service d'un même idéal européen.

Ici, nous sommes au cœur de la démocratie européenne. Chacun d'entre vous, pour avoir l'honneur de siéger, a dû recueillir le soutien de ses compatriotes. Il y a des femmes et des hommes de gauche, il y a des femmes et des hommes du centre, il y a des femmes et des hommes de droite, il y a des élus de 27 pays mais, aujourd'hui, nous devons faire de nos différences une force au service d'une Union européenne qui souffre. Nous devons faire de ces différences une opportunité pour rassurer des Européens qui sont inquiets. Nous devons faire vivre la démocratie donc assumer nos débats et, en même temps, donner l'image d'une Europe qui refuse l'immobilisme. Nous devons amener tout le monde. La famille, c'est 27 Etats, nous ne devons laisser personne derrière.

Nous sommes à quelques mois d'une échéance majeure pour le Parlement européen et il est légitime que chacun y pense et, en même temps, nous devons, ce matin, donner le sentiment d'une Europe qui travaille pour tout le monde. J'ai connu des contextes plus faciles que celui dans lequel se trouve l'Europe. Qu'il me soit permis de parler librement en ayant, par ailleurs, conscience qu'en tant que Président du Conseil, je dois parler au nom de tous, tenir compte des sensibilités de tous et, en même temps, apporter des réponses justes.

Première remarque : nous avons un problème institutionnel. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont essayé de trouver une formule de compromis avec le Traité de Lisbonne. Personne n'a dit que le Traité de Lisbonne résolvait tous les problèmes mais il était et il reste l'expression d'un compromis souhaitable pour tout le monde. Moi-même, en tant que Président de la République française, j'ai dû prendre mes responsabilités. La France a voté non en 2005 et ce non était un problème pour la France.

Mesdames et Messieurs, les sujets que nous avons à affronter sont difficiles et complexes.

Essayons de donner à chacun le sentiment que nous y travaillons sans a priori et sans arrière-pensée. C'est ce que l'on attend de nous.

J'ai proposé, avant les élections, aux Français, la ratification parlementaire du Traité de Lisbonne. J'ai dit, avant les élections, que je n'organiserai pas de référendum en France. C'est démocratiquement que je l'ai dit aux Français. C'était un choix, trois jours avant mon élection, qui aurait pu être lourd de signification. Je ne regrette pas ce choix. Je pense profondément que les questions institutionnelles, les règles de fonctionnement en Europe sont l'affaire des

parlementaires plutôt que l'affaire du référendum. C'est un choix politique que j'assume et c'est un choix politique que j'ai assumé dans mon pays avant les élections. C'est donc un choix parfaitement démocratique.

Nous avons maintenant le problème du non irlandais et ce n'est certainement pas un Français qui peut porter un jugement sur le non irlandais, alors qu'il y a eu avant un non hollandais et un non français. J'irai donc le 21 juillet, pour mon premier déplacement en tant que Président du Conseil, en Irlande pour écouter, pour dialoguer, pour essayer de trouver des solutions. La Présidence française proposera une méthode et, je l'espère, une solution en accord avec le gouvernement irlandais, soit au mois d'octobre soit au mois de décembre.

Le problème est le suivant : il nous faut, à la fois ne pas brusquer nos amis irlandais et, en même temps, savoir dans quelles conditions et avec quel traité nous allons organiser les élections européennes de 2009. Nous avons donc un peu de temps mais pas trop de temps. Nous devons à nos concitoyens de savoir sur quelles bases nous allons organiser les élections européennes. La base, cela sera soit Lisbonne soit Nice. Il n'y aura pas de nouvelle conférence institutionnelle. Il n'y aura pas de nouveau traité. C'est soit Lisbonne soit Nice. J'ajoute, pour être parfaitement clair que c'est mon opinion et ce n'est pas pour cela que c'est la vérité.

J'ai été de ceux qui ont toujours soutenu l'élargissement de l'Europe. L'élargissement de 2004 a été une réussite. La famille est réunie, il ne faut pas le regretter. Mais je suis de ceux qui ont toujours regretté que l'Europe n'ait pas la sagesse de se doter d'institutions avant de s'élargir. Ce fût une erreur que nous payons aujourd'hui. C'eût été plus courageux de se doter d'institutions avant de faire l'élargissement. Que les choses soient claires, l'élargissement, je ne le regrette pas, naturellement. La famille doit être unie. Mais je dis aussi avec la même force, Monsieur le Président PÖTTERING que nous ne devons pas recommencer les mêmes erreurs. Si nous restons à Nice, c'est l'Europe des 27. Si nous voulons -je veux l'élargissement- il faut de nouvelles institutions avant de nous élargir. Qui pourrait comprendre que l'Europe à 27 n'est pas capable de se doter d'institutions et qu'elle n'a comme autre priorité que de s'élargir comme dans une fuite en avant ?

Il faut donc que les choses soient claires : si on veut l'élargissement -et nous voulons l'élargissement- alors il faut de nouvelles institutions. J'ajoute, et je le dis au Président Martin SCHULZ, que je suis favorable à l'élargissement aux Balkans, que nos amis croates, comme nos amis serbes sont incontestablement européens. Mais les pays les plus favorables à l'élargissement ne peuvent pas, dans le même temps, dire : "on ne veut pas de Lisbonne mais, en même temps, on veut l'élargissement". C'est Lisbonne et l'élargissement. Ce n'est pas une question de chantage parce qu'en Europe, on ne fait pas de chantage. C'est une question de cohérence, c'est une question d'honnêteté et c'est une question de logique. S'agissant de la Croatie, il faut donc continuer les négociations. Mais que chacun prenne ses responsabilités. Si l'Europe doit s'élargir et elle doit s'élargir, c'est avec de nouvelles institutions.

Je vais également dire une autre chose. J'entends, ici ou là, dans les débats européens, dire : "après tout ce n'est pas grave, cela sera une Europe à plusieurs vitesses". Peut-être, hélas, un jour, serons-nous obligés de nous doter d'une Europe à plusieurs vitesses mais cela ne peut être que la dernière, l'ultime des solutions. L'Europe a payé cher d'être divisée par un mur honteux. L'Europe a payé cher la dictature imposée à 80 millions d'Européens. Réfléchissons avant de laisser des pays derrière nous. Au moment de la négociation du Traité de Lisbonne à Bruxelles, la France s'est battue pour que la Pologne ait toute sa place dans le Traité de Lisbonne. Comment pourrions-nous dire à 38 millions de Polonais qu'il était décidément plus facile de s'affranchir de la dictature qu'ils subissaient dont ils se sont libérés grâce à des hommes de la qualité de Lech WALESZA, de la qualité de Jean-Paul II, que de rester dans l'Europe de la liberté ? La famille, c'est 27. Nous ne devons laisser personne derrière nous, nous devons amener tout le monde dans la famille européenne. C'est, en tout cas, dans ce sens que la Présidence française travaillera.

S'agissant des autres dossiers et je crois que cela peut faire l'objet d'un consensus entre nous, rien ne serait pire que l'Europe donne le sentiment d'être immobile parce qu'une nouvelle fois,

L'Europe connaît un psychodrame institutionnel. A ce moment là, nous serions pris dans un piège terrible. On refuse des institutions qui nous condamnent à l'immobilisme et, dans le même temps, des Européens sont impatients parce qu'ils nous trouvent trop immobiles.

Nonobstant le problème institutionnel, peut être même à cause du problème institutionnel, l'Europe a le devoir d'agir et d'agir tout de suite. C'est le message que la Présidence française voudrait, qu'ensemble, nous adressions aux Européens. Nous sommes en train de résoudre les problèmes institutionnels, mais nous ne sommes pas condamnés à l'inaction. Quelles sont, Messieurs les Présidents, nos priorités ? La première, c'est de montrer aux Européens que l'Europe peut les protéger et je voudrais dire un mot de ce vocabulaire, la protection. Mais depuis la plus haute antiquité, si les hommes se sont dotés d'une puissance publique, c'est parce que cette puissance publique se devait de les protéger. Monsieur le Président du Parlement européen, l'Europe doit protéger sans être protectionniste. Le protectionnisme ne conduit nulle part mais c'est un recul en arrière singulier que de voir aujourd'hui des citoyens d'Europe considérer que l'Europe, qui est faite pour les protéger, les inquiète au lieu de les défendre. A nous donc, sur des dossiers concrets de montrer comment l'Europe va les protéger.

Le premier, c'est celui du paquet énergie-climat. S'il est bien un domaine où seules nos nations ne peuvent rien, c'est celui de la préservation des équilibres écologiques de la planète. La pollution, le CO2, la couche d'ozone se moquent bien des frontières entre nos pays. L'enjeu est considérable parce que depuis que les experts du GIEC se sont réunis, aujourd'hui, on sait que nous sommes la dernière génération qui peut éviter la catastrophe, la dernière. Si nous ne faisons rien tout de suite, les générations qui nous suivront pourront limiter les dégâts mais ne pourront pas les empêcher. Or, chaque pays du monde dit : "je suis prêt à faire quelque chose à condition que les autres commencent avant moi". Avec ce type de raisonnement, les petits enfants de nos petits-enfants ne verront rien venir en terme de décisions. Si on doit, nous les Européens, attendre que les autres fassent quelque chose pour agir, nous pouvons attendre longtemps. Nous avons fait l'Europe pour porter un modèle de civilisation et pour défendre des valeurs qui sont les nôtres. Parmi ces valeurs, il y a la certitude que le monde est condamné si nous ne décidons pas tout de suite. L'Europe doit montrer l'exemple. Pour montrer l'exemple, l'Europe doit être exemplaire. Nous avons un objectif. La conférence de 2009. Cette conférence doit gérer, organiser l'après-Kyoto. L'Europe doit venir unie en ayant décidé d'adopter le paquet énergie-climat. Sans le faire, nous n'aurons aucune force pour imposer aux Chinois, aux Indiens, aux pays émergents, aux Américains de faire les efforts que nous aurons décidé d'abord. Il est donc essentiel que, sous Présidence française, nous adoptions le paquet énergie-climat qui a été déposé par la Commission. Ce paquet est exigeant, ce paquet est difficile mais je voudrais en appeler à la responsabilité de chacun. Si chaque pays commence à vouloir renégocier le point qui le gêne, les difficultés qu'il éprouve, Mesdames et Messieurs, nous n'arriverons jamais à un accord. C'est la raison pour laquelle la Présidence française demande au Parlement européen de se mobiliser à ses côtés pour obtenir dans les six mois que le paquet énergie-climat soit adopté. C'est une priorité. Elle n'est ni de gauche, ni de droite, elle est simplement celle du bon sens et si nous rentrons dans une négociation Etat par Etat, nous n'avons aucune chance de nous en sortir. Il y a des éléments sans doute qu'il faut préciser ou adapter. Je pense notamment à une question très difficile qui est celle de nos entreprises auxquelles nous allons justement imposer des règles pour préserver les équilibres planétaires. Est-ce que nous, en Europe, nous devons imposer à nos entreprises des règles vitales et continuer à importer des produits qui viennent de pays qui ne respectent aucune des règles que nous imposons à nos entreprises ? Ce n'est pas une question de protectionnisme, c'est une question d'équité, de justice et de refus de la naïveté. Il y a le problème de la définition d'un mécanisme à nos frontières. Est-ce que cela doit être les quotas gratuits ou les mécanismes d'ajustement ? Je ne le sais pas mais, en tout état de cause, nous devons en débattre.

Autre élément : pour un certain nombre de pays, je pense notamment à ceux qui nous ont rejoint en 2004 dont l'essentiel de l'énergie est composé de l'énergie fossile, j'entends bien que les efforts demandés sont considérables et que ces pays nous disent : "cela fait dix ans que l'on connaît de la croissance, ne venez pas casser la croissance que nous connaissons". Sans doute, il

connaît de la croissance, ne venez pas casser la croissance que nous connaissons . Sans doute, il y a un moyen pour emmener tout le monde et il faut qu'avec le Président de la Commission, nous y travaillions de façon à ce que chacun se dise qu'il ne sera pas condamné à la récession, à la misère, à la pauvreté et au chômage mais ce paquet énergie-climat est pour nous, une absolue priorité. Le monde ne peut pas attendre, l'Europe doit montrer le chemin.

Deuxième priorité : voici maintenant que, sur les 27 pays, nous sommes 23 dans l'espace Schengen. C'est-à-dire 23 pays sur les 27, sans compter sur ceux qui ne font pas partie de l'Union européenne mais qui font partie de Schengen. C'est pour cela qu'il y a souvent des débats entre nous. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que nous avons donc décidé la libre-circulation totale entre les pays de l'espace Schengen. Je voudrais dire aux Présidents de groupe et aux parlementaires qu'au nom de la France, avec Bernard KOUCHNER et Jean-Pierre JOUYET nous avons pris une décision qui n'était pas si facile à prendre. Depuis le 1er juillet, il n'existe plus aucune barrière pour accéder au marché du travail français puisque j'ai annoncé que je supprimerai toutes les restrictions qui avaient été négociées par mes prédécesseurs. Tous les travailleurs de tous les pays d'Europe peuvent venir travailler en France. Ce n'était pas si simple, ce n'était pas si facile. D'ailleurs, je parle sous le contrôle des parlementaires français toutes tendances confondues, on m'annonçait le pire si je prenais cette décision et comme à l'accoutumée, on a pris la décision, le pire ne s'est pas produit. Je n'avais pas aimé la polémique sur le fameux plombier polonais qui a donné une bien piètre image de mon pays, une bien piètre image de l'Europe. Ce n'est pas pour cela que nous avons construit, les uns et les autres, l'Union européenne. Pour autant, à partir du moment où nous n'avons plus de frontière entre nous est-il légitime, est-il raisonnable de continuer à définir chacun de notre côté une politique d'immigration ignorant les contraintes des autres ? Le pacte européen pour l'immigration est un document essentiel pour la Présidence française. De deux points de vue, le premier et qu'il me soit permis de parler à la gauche de l'hémicycle d'abord, parce que si nous tous, les pays européens, nous nous dotons d'une politique d'immigration européenne, nous sortons alors l'immigration de débats nationaux où les extrêmes utilisent la misère des uns et la peur des autres au service de valeurs qui ne sont pas les nôtres. La seule façon de responsabiliser le débat sur l'immigration, c'est d'en faire une politique européenne dénuée d'arrière-pensées politiciennes et obligeant des pays qui ont des sensibilités différentes à travailler ensemble. Ce qui a été proposé par Brice HORTEFEUX, adopté par l'ensemble des ministres qui doit être discutée en COREPER, puis en conseil européen me semblait une priorité qui démontrera que l'Europe ne veut pas être une forteresse, que l'Europe ne refuse pas d'accueillir, que l'Europe a besoin d'une immigration du travail mais que l'Europe ne peut pas accueillir tous ceux qui voudraient venir en Europe. J'ajoute que, s'agissant de l'asile politique, il n'est pas normal qu'une personne puisse déposer 27 dossiers dans 27 démocraties et que les personnes de ces 27 démocraties ne soient pas les mêmes faces du même problème. J'ajoute pour le développement avec l'Afrique, nous serons plus forts à travailler ensemble. C'est la deuxième priorité de la Présidence française.

Troisième priorité : nous souhaitons faire avancer un concept dont on a souvent parlé en Europe mais qui avance bien peu qui est celui de la défense européenne. Je sais parfaitement qu'autour de cette question, il y a bien des désaccords mais qu'il me soit permis de livrer mes convictions. Comment voudriez-vous que l'Europe soit une puissance politique parlant fort si l'Europe n'est pas capable de se défendre et de mettre des moyens au service de sa politique ? Prenons l'exemple du Kosovo qui est à mon sens une réussite de l'Union européenne. C'est un problème européen qui doit être réglé par les Européens. Comment les Européens pourraient-ils continuer à le régler, si les Européens ne se dotent pas des moyens militaires et des moyens humains pour faire respecter les décisions que nous aurions prises ensemble ? Comment imaginer faire de l'Europe l'espace économique le plus prospère sans être capable d'assurer notre propre défense ? Naturellement il y a l'OTAN. Il ne vient à l'idée de personne et certainement pas à moi de contester l'utilité de l'OTAN. Ce n'est pas la politique européenne de défense où l'OTAN, c'est l'OTAN, l'alliance avec les Américains et une politique de sécurité européenne autonome. C'est les deux à la fois pas l'un contre l'autre. J'ajoute que l'on ne peut pas continuer avec une Europe

qui assure sa sécurité par la contribution de seulement quatre ou cinq pays, les autres s'en remettant à l'effort de ces quatre ou cinq pays. On ne peut pas continuer à construire des avions chacun dans son coin, avoir une industrie d'armement qui se concurrence, qui se ruine et qui finalement s'affaiblit, tout simplement parce que l'on n'a pas la force de conduire une politique européenne de la défense.

Quatrième priorité : la question si difficile de la politique agricole commune. J'en viendrai à ma conclusion qui est liée d'ailleurs à cela. C'est justement parce que cela est difficile qu'il convient d'en parler. Je sais parfaitement qu'il y a parmi nous des Etats agricoles qui défendent ardemment le travail de leurs paysans et qu'il y a en même temps, des Etats qui pensent que cette politique coûte trop cher.

Mesdames et Messieurs, qu'il me soit permis d'en appeler au bon sens de chacun. En 2050, il y aura 9 milliards d'habitants sur la planète. D'ores et déjà, il y a 800 millions d'habitants qui meurent de faim. Il y a un enfant qui meurt de faim toutes les 30 secondes. Est-ce que cela est raisonnable de demander à l'Europe de diminuer sa production agricole alors que jamais le monde n'a eu autant besoin de denrées alimentaires ? Je ne pense pas que cela soit raisonnable. Ce n'est pas une question d'agriculture française, c'est une question de bon sens. J'ajoute un deuxième point : que l'on soit un pays agricole ou pas, la sécurité alimentaire concerne tout le monde. Est-il raisonnable d'imposer, à juste titre, à nos éleveurs et à nos agriculteurs des règles de traçabilité et de sécurité et de continuer à importer en Europe des viandes qui viennent d'ailleurs et qui ne respectent aucune des règles que nous imposons à nos agriculteurs ? Jamais les prix agricoles n'ont été aussi élevés. C'est justement le bon moment pour parler des prix, pour parler des subventions et pour parler de la préférence communautaire. Je pense qu'aussi, entre le bilan de santé de la PAC et les arbitrages financiers, on pourrait se mettre d'accord sur des concepts comme la suffisance alimentaire pour l'Europe et la sécurité alimentaire pour l'Europe.

Mesdames et Messieurs il y aurait bien d'autres sujets comme la dimension sociale. Formidable sujet. Mais qu'il me soit permis de dire une chose : je relève parfois une certaine contradiction. Entre la pensée unique qui dit souvent que l'Europe ne doit pas se mêler de tout, que l'Europe doit se mêler de ce qui la concerne et les mêmes qui reprochent à l'Europe de se mêler de tout sont les premiers à dénoncer lorsque l'on ne parle pas d'une dimension sociale alors que, jusqu'à présent, les Etats membres ont toujours voulu que la politique sociale soit d'abord de dimension nationale. Parce que les retraites, parce que la santé sont d'abord des questions de dimension nationale.

Mesdames et Messieurs, il y a un certain nombre de directives sociales que le Président BARROSO a bien fait de mettre à l'ordre du jour. Je pense aux comités d'entreprise, je pense au travail intérimaire, je pense à un certain nombre de règles minimales qui doivent être imposées à chacun en Europe. La Présidence Française en fera une priorité.

J'ajoute que d'autres sujets devraient être mis à l'agenda de la Présidence française, même s'ils ne sont pas de la compétence européenne. Je prends l'exemple de ce qui nous touche tous, la maladie d'Alzheimer... Monsieur COHN-BENDIT, il ne me serait pas venu à l'idée que quelqu'un de si jeune que vous soit touché pour l'instant par un drame qui, pour peu qu'il ne vous touche pas, touche des millions d'Européens. Cela compte autant à mes yeux, les millions d'Européens que votre santé.

Naturellement, la subsidiarité n'en fait pas une compétence européenne pour autant. J'aimerais que la Présidence française organise une rencontre de tous les spécialistes de tous nos pays européens pour que l'on mette ensemble les meilleures pratiques. Pour qu'ensemble nos chercheurs additionnent leurs compétences. Alors que l'on ne sait rien de cette maladie, que l'on puisse, ensemble, trouver une solution. Imaginez alors ce que les Européens diront de l'Europe : c'est un moyen de faire reculer des maladies épouvantables. Ce que je dis sur Alzheimer, je pourrais le dire sur le cancer qui brise des familles. Il n'y a aucune raison que chacun dans son coin travaille pour trouver des solutions au cancer alors qu'ensemble, nous aurons plus de moyens et nous serons plus forts.

Qu'il me soit permis enfin de dire sur la culture et sur le sport que c'est une grave erreur que de ne pas parler de sujets qui concernent le quotidien des Européens. Il y a une exception culturelle européenne. Nous devons faire de la culture un élément du débat quotidien en Europe. Le monde ne doit pas être aplati devant une seule langue et une seule culture. La question de la fiscalité sur la vidéo, sur le disque, comme la question de la fiscalité sur le livre que vous avez tranchée, doit clairement être posée. Et sur le sport qui est un élément qui transcende les clivages politiques, qu'il me soit permis de dire que j'aimerais qu'il y ait en Europe une exception sportive comme il y a une exception culturelle. Je suis pour la liberté de circulation des personnes et des biens mais je n'accepte pas l'idée que l'on vienne piller nos clubs de football en détruisant l'effort de formation qu'un certain nombre de clubs fait en allant chercher des garçons de 14 ans qui doivent rester dans leur club pour répondre à l'impératif de formation. Une exception sportive qui dirait que le sport n'obéit pas simplement à l'économie de marché devrait rassembler l'ensemble des députés européens.

Au fond, Mesdames et Messieurs et Monsieur le Président, j'en terminerai - en m'excusant certainement d'avoir été trop long - par une dernière remarque. Je sais où je vais faire cette remarque : devant le cœur battant de la démocratie européenne. L'Europe a souffert de beaucoup de choses. L'Europe a d'abord souffert de la lâcheté d'un certain nombre d'entre nous qui étaient bien contents de faire payer à l'Europe des responsabilités qui étaient celles d'un certain nombre de dirigeants politiques qui n'avaient pas osé assumer devant leur opinion publique des choix qu'ils avaient refusé de défendre à Bruxelles. Cela s'appelle de la lâcheté et je le dis au Président du Parlement comme au Président de la Commission : la Présidence travaillera main dans la main avec vous. Si tel ou tel état membre n'est pas d'accord, qu'il le dise. Comme j'ai eu l'occasion de le dire au Président polonais, il a négocié lui-même le traité de Lisbonne, il a donné sa parole, une parole cela doit s'honorer. Ce n'est pas une question de politique, c'est une question de morale.

Mais l'Europe a souffert d'autre chose. L'Europe a souffert d'un manque de débat. Je voudrais terminer par cela parce que cela me tient très à cœur. Nos institutions sont indépendantes. Mais l'indépendance ne veut pas dire l'indifférence. Si nous, les responsables politiques, nous n'avons pas le courage de débattre, de débattre de quoi ? Quelle est la bonne stratégie économique ? Quelle est la bonne stratégie monétaire ? Quelle est la bonne stratégie des taux de change ? Quelle est la bonne stratégie des taux d'intérêts ? Bien sûr chacun, et je le dis à nos amis allemands notamment, peut avoir sa conviction. Mais personne n'a le droit d'empêcher un débat, débat qui est utile. Bien sûr que tout le monde veut un accord, l'accord commercial qui est en train de se négocier. Mais personne ne doit avoir peur de dire que l'Europe n'a pas à être naïve. Nous devons discuter des avantages du libre-échange. Mais nous devons aussi dire aux pays émergents qu'il n'y a aucune raison qu'ils réclament les mêmes droits sans assumer les mêmes devoirs. Le débat européen doit être posé sans crainte. Le débat européen, nous devons l'assumer en nous respectant mais en n'ayant pas peur de défendre nos convictions. On ne met pas en cause nos convictions. On ne met pas en cause l'indépendance de la BCE en s'interrogeant sur le fait de savoir s'il est raisonnable que l'on porte les taux d'intérêts à 4,25 alors que les Américains ont des taux d'intérêt à 2%. On participe à un débat. Un débat tranquille où personne n'a la vérité - certainement pas moi - mais pas forcément non plus des spécialistes qui ont à démontrer l'efficacité de leurs décisions.

Voilà dans quel esprit, Mesdames et Messieurs, j'ai l'intention, avec les ministres français, d'assumer cette responsabilité. Je sais parfaitement que c'est difficile. Je sais parfaitement que, quand on est Président du Conseil, on ne défend pas les intérêts de son pays mais les intérêts de l'Union. Je sais parfaitement, Monsieur le Président, Messieurs les Présidents, que l'on doit jouer collectif pour l'intérêt de l'Europe des 27. J'espère que dans 6 mois chacun pourra dire : l'Europe aura progressé grâce à votre participation, grâce à votre soutien.

Je vous remercie.